

L'Etat islamique et la situation au Proche-Orient

Comment expliquer l'irruption soudaine, en quelques semaines, d'une organisation, l'Etat islamique, qu'on nous dit terroriste et qui instaure ce qu'elle appelle un califat, un empire islamique, à cheval sur deux pays, la Syrie et l'Irak ? En occident, on ne dit à l'ensemble de la population qu'une seule et unique chose, que ce sont des « barbares », qu'on ne peut que leur faire la guerre.

Les rares voix, comme celle de Villepin, qui émettent des doutes sur cette méthode, la guerre, sont étouffées, inaudibles. Pourtant, si on regarde en arrière, depuis le 11 septembre 2001 et les attentats d'al Qaïda aux Etats-Unis, deux guerres ont été menées, en Afghanistan et en Irak, pour éradiquer le terrorisme islamiste, nous a-t-on dit, et loin d'être éradiqué, ce mouvement semble s'être démultiplié : au nord Mali et au Nigeria, en Syrie et en Somalie, au Pakistan et en Afghanistan, des régions entières sont entre les mains de tels mouvements, parfois concurrents, mais qui ont en commun de préconiser un retour à un fondamentalisme musulman ; quant aux mouvements qui, sans pouvoir à ce jour contrôler un espace géographique significatif, mais qui sont dans la capacité de harceler par des actions de guérilla les autorités en place, on en trouve désormais dans de nombreux pays, la Tunisie, la Libye, l'Indonésie, les Philippines, etc.

On peut dénombrer, pour simplifier, six ou sept zones d'implantation importante de ces mouvements actuellement : en Afrique, on a d'abord Aqmi (al Qaïda au Maghreb islamique) au Sahel (zone pouvant toucher l'Algérie, la Tunisie, la Mauritanie, le Mali, le Niger...) et Boko Haram au Nigeria ; toujours en Afrique, il y a aussi la Somalie. Au Moyen Orient, on peut dénombrer trois zones : l'Afghanistan où les Talibans ne cessent de monter en puissance, et les zones dites tribales du Pakistan ; c'est la zone d'origine d'Al Qaïda, là que l'organisation de Ben Laden a été fondée, et de là qu'ont été organisés les attentats du 11 septembre 2001, visant l'ennemi dit à longue distance, à savoir les Etats-Unis (ou l'Europe). Une seconde zone existe ensuite reliant l'Arabie saoudite et certains Emirats. Et une troisième est apparue, avec l'intervention américaine en Irak en 2003, pays où l'on ne connaissait auparavant pas de tel mouvement. Et à l'Irak, il faut adjoindre donc depuis peu la Syrie, puisque l'Etat islamique, justement, s'étend à cheval sur ces deux pays. Mais il y a encore de tels mouvements dans des endroits comme le Sinaï Egyptien, à la frontière d'Israël. Enfin, en Asie cette fois, l'Indonésie et les Philippines connaissent de fortes rébellions islamistes.

C'est donc une très grande partie du monde musulman au sens large, c'est-à-dire incluant les régions où les musulmans forment une minorité importante, qui est touchée par le phénomène. Un point commun de tous ces mouvements est de penser et de dire aux populations qu'ils veulent gagner, ou soumettre, que si leur vie est sans espoir, si leur pays est englué dans la pauvreté, si leur régime est corrompu, si leur civilisation est défigurée par les apports de l'Occident, si l'Islam ne connaît plus la puissance et l'unité qu'il a pu connaître dans le passé, alors que l'Occident a réussi à occuper une première place mondiale, c'est que les dirigeants politiques ou religieux qui gouvernent les pays musulmans ont abandonné ou trahi l'islam des origines, qu'ils l'ont perverti, et qu'eux se proposent de le rétablir.

Il est bien difficile de connaître la composition sociologique de ces mouvements, et de savoir ainsi à quelles catégories sociales appartiennent les dirigeants, et ceux qui les rejoignent. Mais il est à noter que, en ce qui concerne l'Etat islamique et les jeunes ou les moins jeunes qui partent d'Occident pour mener le djihad, on a semble-t-il affaire plutôt à des

membres des classes moyennes, y compris ayant fait un certaines études. Dans *Le monde* (28/29 septembre 2014), Olivier Roy note que « *depuis vingt ans, nous assistons au même phénomène : la radicalisation d'une frange de jeunes, soit d'origine musulmane, soit convertis, en quête d'une cause. Ces jeunes ne sont pas insérés dans la communauté musulmane, ni en France ni ailleurs ; ils ne sont pas un produit de la prédication salafiste dans les mosquées, mais se radicalisent plutôt sur internet. De plus, la très forte proportion de convertis chez les volontaires qui partent d'Europe – à peu près 25%, ce qui est sans commune mesure avec d'autres groupes islamistes – montre que les mécanismes de la radicalisation ne sont pas à chercher dans l'islam traditionnel* ». Les compétences technologiques sont également évidentes lorsque l'on voit la maîtrise des moyens médiatiques et de communication les plus modernes que possèdent la plupart des groupes. On peut penser qu'un fort sentiment de frustration, l'idée que la société n'offre pas la place que l'on pense mériter, joue un rôle important dans la prise de décision de ceux qui vont rejoindre les combattants djihadistes.

Par ailleurs, nous avons analysé (voir le travail sur l'Identité), la nature des frustrations vécues par les populations musulmanes cette fois des pays à majorité musulmane, où l'histoire de la colonisation, et celle de la domination idéologique et technologique occidentale, sont un facteur essentiel qui alimente une rancœur tenace contre l'Occident, vu comme un élément destructeur de toute une culture. S'y ajoutent encore d'autres formes de cette domination occidentale, celle du capitalisme conquérant vu ici comme Occident, voire comme Occident chrétien, mais également, et de manière répétitive, la domination militaire de cet Occident. Et celle-ci se manifeste d'une manière humiliante, avec les nombreuses interventions militaires occasionnant un nombre de victimes extraordinairement inégal de part et d'autre, et où se surajoute l'idée d'une lâcheté profonde, notamment en ce qui concerne les Américains, lorsqu'ils s'évitent de poser des troupes au sol et s'abritent du haut de leurs avions et maintenant de leurs drones, pour tuer et détruire à distance, sans prendre de risque pour eux. Il faut bien voir dans ces conditions, que lorsque l'on nous dit en Occident que ces islamistes sont des barbares, les populations qui peuvent voir les conséquences des interventions militaires occidentales, elles, voient l'Occident si ce n'est comme barbare, du moins comme inhumain, sans courage, quand de l'autre côté, les combattants islamistes font montre de vaillance et de témérité contre leur ennemi.

Plus généralement, toute cette période de montée de l'activisme islamiste s'inscrit dans le vide laissé par le reflux du stalinisme. Celui-ci se prétendait soi-disant communiste, mais n'en était qu'une image défigurée et surtout une réalité sans rapport avec l'idéal communiste, et c'est pourquoi il ne pouvait pas gagner. C'est pourquoi nous n'avons pas à regretter son effacement de l'histoire. Cette disparition a entraîné avec elle un recul d'idéologies qui pouvaient lui être proches, comme le nationalisme. N'est alors plus resté sur le plan des idées que l'idée religieuse d'un retour aux califats, période vue comme glorieuse pour l'Islam.

Enfin, si l'on veut comprendre l'itinéraire par lequel cette idéologie islamiste a pu prendre au point de devenir solide, durable, résistante et à la fois changeante, sachant s'adapter pour se renouveler et se répandre, il faut prendre en compte une série de situations où, pendant la guerre froide qui a opposé le camp occidental capitaliste à l'URSS et ses alliés prétendument socialistes, l'Occident a fait appel à ces religieux islamistes fondamentalistes, pour les utiliser contre les staliniens, soi-disant communistes, ou contre la gauche en général. C'est que les staliniens avaient, aux yeux des islamistes, la caractéristique cruciale d'être des non croyants, des mécréants.

Le 11 septembre 2001 a éclairé largement l'utilisation par les Etats-Unis de Ben Laden et des combattants islamistes, en Afghanistan, pour contrer la présence de l'URSS, l'obliger à retirer ses troupes en 1989, et contribuer ainsi à son effondrement, peu après. A l'époque, les armes américaines, l'argent d'Arabie saoudite et l'organisation menée par Ben Laden, ont été de concert.

Mais on peut retrouver d'autres lieux et situations où, que ce se soit au sein d'un pays, ou en utilisant des forces combattantes extérieures, le monde occidental a utilisé aussi les islamistes. Ainsi Israël qui a, un temps, aidé le Hamas, pour contrer la gauche palestinienne. De 1967 au début des années 1980, « *les Frères musulmans reçoivent (...) le soutien bienveillant de l'Etat d'Israël et de ses services de renseignements, qui les considèrent comme d'utiles contrepoids à l'OLP. Ce soutien se traduit par l'octroi d'aides financières, mais aussi par l'attribution facilitée des licences administratives nécessaires à la conduite de leurs activités.* » (Aude Signoles, *Le Hamas au pouvoir, et après ?*, Milan 2006).

En 1998/1999, les Etats-Unis vont à nouveau utiliser l'ardeur religieuse au combat des djihadistes musulmans qui ont combattu en Afghanistan, aidant une dizaine de milliers d'entre eux à s'infiltrer en Yougoslavie. Ils les recyclent, littéralement, les faisant entrer dans l'armée bosniaque musulmane pour aller au secours des musulmans de Bosnie, pendant qu'eux-mêmes prennent alors position contre les nationalistes Serbes, et les présentent à l'Occident comme les seuls barbares.

Lorsque le premier régime des Talibans se met en place en Afghanistan, en 1994, les Etats-Unis ne sont absolument pas gênés pour le soutenir. Car leur régime est proche du Pakistan, allié des Etats-Unis. Ils ne bougeront de cette position bienveillante qu'après les attentats de 1998 contre leurs ambassades du Kenya et de Tanzanie, menés depuis l'Afghanistan par Ben Laden.

Même les Frères musulmans, lorsqu'ils étaient apparus en 1928 dans une Egypte alors sous mandat britannique, avaient été bien vus et favorisés par cet impérialisme, car les britanniques voyaient en eux des concurrents utiles contre le nationalisme montant.

Les gens qu'on nous désigne du doigt maintenant en hurlant aux barbares ne viennent pas de rien ; ils sont les maîtres ou les élèves de ces générations, couvées, formées, renforcées, par le monde occidental, qui se veut civilisé, démocratique et éclairé.

L'impérialisme a ainsi enseigné bien des choses aux islamistes : il lui a appris qu'il n'y avait pas de frontières à son combat, que celles-ci pouvaient allègrement être franchies, que le lieu où leur cause peut être défendue peut et doit être modifié selon les opportunités et la situation du moment ; il lui a appris qu'il pouvait gagner contre des armées parmi les plus puissantes au monde, puisqu'ils ont fait reculer l'URSS elle-même, et ils lui ont aussi appris qu'eux-mêmes étaient plus valeureux, plus courageux, plus motivés à se battre que l'impérialisme lui-même, qui s'est le plus souvent cantonné à octroyer des armes, de l'argent, et n'envoie ses troupes qu'en dernier ressort, préférant compter sur d'autres pour mener les combats de première ligne. Mais l'impérialisme a en même temps le plus grand mépris pour ceux qu'il utilise. Et là où il a pris les islamistes pour des marionnettes bonnes à utiliser avant de les jeter à la poubelle de l'histoire, il se retrouve avec une donne inédite depuis plusieurs siècles, une opposition religieuse et militaire à sa domination.

Revenons maintenant à l'Etat islamique. Et cherchons à expliquer son apparition dans l'ensemble de ce mouvement islamiste. Il nous faut faire un bond en arrière, en 1990, lors de la première guerre du Golfe. Au lendemain de l'effondrement de l'URSS, les USA réussissent à lancer une gigantesque coalition mondiale contre l'Irak de Saddam Hussein, qui a pris les puits de pétrole du Koweït. Les Etats-Unis semblent alors une super puissance incontestée et incontestable. Rares sont ceux qui osent ne pas s'aligner derrière eux, y compris parmi les Etats arabes. Les Frères musulmans, eux, osent le faire.

Ce sera un tournant dans l'histoire des islamistes. Les Frères musulmans, depuis longtemps force d'opposition en Egypte, sont alors rejetés par l'Arabie saoudite qui les soutenait jusque là. L'Arabie saoudite tient au statu quo de la région, et ouvre ses bras au déploiement des troupes américaines qui vont mener la guerre à Saddam Hussein, qu'elle voit comme un concurrent qui veut jouer les nouveaux ténors du monde arabe.

Depuis 1990 donc, les Frères musulmans n'ont plus l'Arabie saoudite comme point d'appui et comme soutien, et l'Arabie saoudite n'a plus non plus à sa disposition l'armée de militants que constitue les Frères musulmans pour répandre sa cause religieuse, le wahhabisme, une forme du retour au fondamentalisme de l'islam. C'est à ce moment-là que l'Arabie saoudite va chercher d'autres forces à soutenir et financer, pour maintenir et consolider le rôle qu'elle veut avoir de leader du monde musulman, ou du moins du monde sunnite. C'est ainsi qu'elle va soutenir, comme les Etats-Unis, le premier régime des Talibans qui se met en place en Afghanistan en 1994.

L'Arabie saoudite ne le sait pas, elle est en train de fabriquer une bombe, et celle-ci va lui sauter à la figure en 2001. Les attentats du 11 septembre vont démontrer que la majorité des terroristes qui étaient dans les avions venaient d'Arabie saoudite. Ils ne voulaient pas seulement s'en prendre aux Etats-Unis, et venger leur présence sur le sol saoudien en 1990. Ils sont, avec al Qaïda, ouvertement pour renverser le pouvoir en place dans ce pays, puisqu'il collabore avec les mécréants. La stratégie de Ben Laden était d'obliger les Etats-Unis à rompre avec l'Arabie saoudite, d'affaiblir ainsi la position de celle-ci, et d'en profiter pour tenter d'instaurer dans ce centre historique du monde arabe un nouveau régime.

Depuis les années 1980 et 1990, existent donc à divers endroits des centaines de cadres islamistes, et des milliers de combattants, en permanence à la recherche d'un lieu pour aller exercer leur cause et leur savoir faire. Le succès de l'opération du 11 septembre va évidemment permettre à l'organisation qui l'a conçue, al Qaïda, de capitaliser pour elle, avec le ralliements à elle d'un certain nombre de groupes, mais aussi le renforcement de groupes existants, ou la naissance de nouveaux groupes.

La réponse de l'Occident, c'est la guerre en Afghanistan menée depuis 2001 et toujours en cours par les USA, avec le soutien notamment de la France. Puis ce sera en 2003 une autre guerre en Irak, où la France se distinguera en refusant de soutenir l'intervention américaine, dont la présence a duré jusque fin 2011. Examinons rapidement les effets de ces deux guerres.

En Afghanistan, l'Occident découvre un monde particulièrement arriéré. La population n'a nulle part droit à la parole, non pas du fait des Talibans, qui sont au pouvoir depuis quelques années, mais du fait d'une tradition bien plus ancienne, qui donne le pouvoir

à des chefs tribaux, propriétaires des terres qui se comportent en seigneurs, faisant la guerre et décidant de la justice sur leur territoire. En Occident, on présente l'intervention comme une mise en place d'un régime démocratique. En réalité, on fabrique une sorte de Parlement où l'on remet en place l'ensemble de ces chefs tribaux.

La population avait trouvé quelques améliorations avec les Talibans, car eux au moins appliquaient une loi, la loi islamique, là où les chefs tribaux appliquaient leur bon vouloir. Ces chefs tribaux, sous un masque soi-disant démocratique, sont rétablis avec l'arrivée des armées occidentales, et la population va regretter les Talibans. Ceux-ci vont lentement mais sûrement retrouver des forces, discrètes mais bien présentes, dans la plupart des régions du pays. Ils attendent aujourd'hui leur heure pour reprendre le pouvoir : les Etats-Unis prévoient de quitter le pays fin 2016. Voilà le bilan de cette guerre. Pour ce qui est de Ben Laden, il a finalement été repéré et tué, mais ce sera ailleurs, sur le territoire du Pakistan (mai 2011).

Seconde guerre contre le terrorisme islamiste, l'Irak. En 2003, les Etats-Unis envahissent l'Irak de Saddam Hussein. La situation est très différente de celle de l'Afghanistan. En Irak, un Etat existe, important, il est aux mains des sunnites, qui sont une minorité de la population, de l'ordre de 20%. Les Américains vont faire l'erreur de mépriser cet appareil d'Etat, ses fonctionnaires, ses policiers, ses militaires, ses administrateurs. Ils vont écarter tout l'appareil sunnite et mettre au pouvoir des chiites, certes représentatifs d'une majorité de la population, mais qui vont à leur tour nier toute présence ou participation des sunnites.

Les Américains pensent avoir détruit Saddam Hussein et son Etat. Ils n'ont pas compris qu'un appareil d'Etat est quelque chose de solide, qui peut durer par delà même une occupation, qu'il ne peut être véritablement détruit qu'avec la participation la plus large et la plus grande volonté de la population elle-même. Or les sunnites ne détruisent rien de cet appareil, ils le protègent en le plaçant dans la clandestinité.

Mais ce n'est pas tout. En inversant brutalement la donne du pouvoir, sans aucun ménagement, les Américains vont susciter et faire se développer une situation de guerre civile ouverte entre sunnites et chiites qui va déchirer le pays, guerre civile qui double celle que les sunnites vont mener contre l'occupant américain.

Ainsi, dès l'annonce de l'arrivée des Américains à Bagdad, 6000 combattants sunnites Syrie – qu'on appellerait islamistes aujourd'hui - étaient venus de Palestine, du Maghreb et avaient accouru pour tenter de protéger Saddam Hussein dans ce pays, l'Irak, où il n'y avait aucun mouvement islamiste jusque là. Une fois les Américains dans Bagdad, ils annoncent leur intention de placer à la tête de l'Irak un chiite, qu'ils importent des USA. Ce sont alors des milices chiites qui vont attaquer les combattants sunnites. C'est le début de cette terrible guerre civile. Le pays va ainsi être déchiré par une double guerre, résistance contre les Américains d'une part, guerre de pouvoir entre chiites et sunnites d'autre part.

Dans cette situation chaotique, de nouveaux groupes islamistes vont accourir, croyant pouvoir trouver en Irak une terre de djihad, voulant s'en prendre aux Américains qui sont là sur le terrain. Ou en s'en prenant pour les chiites aux sunnites ou vice-versa. On trouve par exemple des proches du Hezbollah libanais, des chiites, qui sont là. C'est dans ce chaos que va naître le germe qui donnera l'Etat islamique d'aujourd'hui.

Parmi les islamistes qui manœuvrent sur le sol irakien, un groupe se distingue par une extrême brutalité. Ce groupe est dirigé par un islamiste jordanien, Abou Moussab al-Zarkaoui. Celui-ci fonde d'abord « *Al-Qaïda au pays des deux rives* », qui est une sorte de filiale, agréée par Al-Qaïda. Zarkaoui est tué en 2006 par les Américains. Mais le groupe se donne de nouveaux chefs, et peu après, en octobre 2006, il rompt avec Al Qaïda, et prend pour nouveau nom L'Etat islamique en Irak (EII).

Côté Syrie maintenant, il faut d'abord rappeler que l'opposition à Bachar el Assad, avant de dégénérer dans les affrontements militaires que l'on connaît depuis trois ans, avait commencé par des vagues de manifestations en mars 2011. Parmi les opposants, on trouve en cette année 2011 un groupe soutenu par al-Qaïda, le « *Front Al-Nosra pour le soutien du peuple de Syrie* ». Al-Qaïda connaît alors un grave revers, avec l'assassinat par les forces spéciales américaines de son chef Ben Laden, en mai 2011. Est-ce ce revers qui incite un groupe comme EII à s'avancer un peu plus ? En tout cas, on voit ce groupe syrien tenter de mettre la main sur al-Nosra à ce moment-là. Mais si al-Qaïda a perdu son chef, l'organisation est loin d'avoir disparu ; elle est maintenant sous la direction de son théoricien, l'égyptien Ayman Al-Zawahiri. Et de fait, la mort de Ben Laden va finalement être l'occasion, non pas d'une élimination du mouvement islamiste, mais de la naissance d'un mouvement comparable concurrent. Une tête est coupée : deux têtes apparaissent.

Dans un premier temps, l'Etat islamique en Irak annonce qu'il soutient al-Nosra. Puis en 2013, l'EII irakienne décide de forcer le cours des événements et annonce qu'il forme une organisation unique avec al Nosra, et qu'il l'appelle l'Etat islamique en Irak et en Syrie (la première et la dernière lettre donnant en arabe le terme de Daesh). Une partie d'al-Nosra, disant vouloir rester fidèle à al-Qaïda, refuse ce mariage forcé et va combattre l'Etat islamique en Irak et en Syrie sur le sol syrien.

Finalement, l'organisation va prendre un nom sans aucune mention de pays, « *l'Etat islamique* ». L'Etat islamique proclame la mise en place du Califat en juin 2014. Le chef actuel a pour nom de combat Abou Bakr (nom du premier successeur du prophète) al-Baghdadi (de Bagdad, ancienne capitale du califat abbasside) al-Husseini al-Qouraischi (renvoi à une tradition religieuse).

En Syrie, l'Etat islamique va trouver une manière tout à fait étrange de mener son combat contre al-Assad d'une manière tout à fait étrange, manière qui va lui être extrêmement profitable. En effet, il va s'établir comme une entente tacite entre l'armée d'el-Assad et l'Etat islamique. Chacun évite de frapper ouvertement et directement l'autre, tout en continuant à le présenter comme un ennemi à abattre. L'armée d'el Assad évite de bombarder les régions ou les localités tenues par l'Etat islamique, mais ne se prive pas de le faire pour les autres groupes, comme l'Armée syrienne libre (ASL), que l'Occident appelle opposition modérée. Et en même temps, elle utilise le fait que l'Etat islamique tient un certain nombre de régions sous sa coupe pour alors dénoncer, aux yeux de son opinion publique, la manière brutale dont se comporte l'Etat islamique.

De son côté, l'Etat islamique y trouve tout à fait son compte. Dès qu'il voit une région à sa portée, où les autres opposants ont été affaiblis par les actions de l'armée d'el Assad, ou qu'ils s'en retirent, il en profite pour avancer et l'occuper. Et Assad laisse faire. On a aussi appris qu'el Assad avait libéré, au cours des combats, des milliers d'islamistes qui se trouvaient dans ses prisons. Il est possible que son souhait était qu'ils aillent renforcer l'Etat islamique. Car le grand calcul d'el Assad est évidemment orienté vers l'Occident : puisque

celui-ci soutient seulement ceux qu'ils considèrent comme modérés, et se méfie comme de la peste des islamistes dits radicaux, autant pour lui consacrer ses forces à détruire ces opposants dits modérés, les autres ne pouvant ensuite avoir le soutien de l'Occident.

On se souvient aussi de l'intervention de Poutine, qui en proposant en septembre 2013 que l'arsenal chimique d'el Assad soit détruit, a évité à celui-ci les frappes promises quelques jours plus tôt par Obama et Hollande. Du coup, les armées de Bachar el Assad ont pu desserrer l'étau qui l'étranglait dans l'ouest du pays. Selon Le Monde (23 septembre 2014), en Syrie, l'Armée syrienne libre (ASL) n'existe quasiment plus. A la place, « *un mélange de groupes "islamistes" et "salafistes" totalement divisés mène la lutte dans de grands fronts regroupant des milices largement autonomes* »

L'Etat islamique a accentué sa stratégie consistant à frapper en priorité sur les autres mouvements islamistes, et à ne pas affronter ouvertement le régime syrien, mais à profiter de ses retraits pour occuper le terrain. Le résultat en est qu'à l'automne 2014, sur la carte de la Syrie, l'Etat islamique contrôle presque une moitié est du pays, ce qui est considérable, d'autant que s'y trouve les deux tiers du pétrole syrien.

Selon un article du Monde (23 septembre 2014, Philippe Droz-Vincent, professeur de science politique et de relations internationales à l'IEP de Grenoble), l'Etat islamique profite, en Syrie « *de la désespérance des populations* ». L'Etat islamique se présente aux yeux des populations de cette région de la Syrie comme l'organisation qui vient à leur secours, eux que l'Occident a abandonnés après les avoir encouragés à affronter el Assad. Selon le Monde, l'Etat islamique « *se présente comme un groupe combattant efficace, qui paie ses combattants, les nourrit et assure une redistribution locale à des populations affamées et démunies* » Et dans ces conditions, que cette organisation les taxe, voire rançonne, peut paraître secondaire. Une adhésion relative de la population doit exister dans une certaine mesure, y compris malgré les mœurs liées à l'idéologie de la charia que doit imposer l'Etat islamique.

Pour Philippe Droz-Vincent, une particularité de l'Etat islamique est qu'il parvient à « *fortement s'enraciner localement* », ce qui n'était par exemple pas le cas des islamistes du nord Mali, malgré le fait qu'ils ont contrôlé, un moment, eux aussi, une moitié géographique du pays. Cet enracinement est donc fondé sur la réorganisation d'une vie économique et sociale à l'Est de la Syrie dévasté.

En Irak, poursuit Droz-Vincent, l'Etat islamique « *n'a pu effectuer sa poussée spectaculaire de l'été, après avoir pris en janvier 2014 la ville symbole de Fallouja, sans l'appui des réseaux baathistes, tribaux, familiaux, voire soufis sunnites, dans des régions sunnites conservatrices* ». Autrement dit, c'est avec la complicité et sans doute aussi la collaboration de l'ancien appareil d'Etat sunnite, au nord de l'Irak, ressorti ainsi de la clandestinité où il était jusque là obligé de se maintenir, qu'a pu se produire la percée de l'Etat islamique. L'Etat islamique capitalise en Irak « *sur la dénonciation généralisée par les sunnites irakiens de leur marginalisation politique* », écrit Le Monde. En Irak, c'est quelque chose comme un quart ou tiers de la superficie totale que l'Etat islamique a mis sous son contrôle, avec notamment la deuxième ville du pays, Mossoul, qui approcherait les 3 millions d'habitants, et environ un tiers du pétrole irakien.

Voilà le bilan de ces deux guerres contre le terrorisme. En Syrie en abandonnant purement et simplement des populations à qui il avait promis son soutien contre el Assad, en

Irak en pénalisant et en abandonnant à leur sort les sunnites pour se faire bien voir des chiïtes, l'Occident a donc une part de responsabilité dans la réussite de l'Etat islamique.



Pour être complet, il faut aussi parler de l'attitude des Etats musulmans de la région. La Turquie, pour commencer, a joué elle aussi un rôle qui a favorisé l'Etat islamique. Nous avons vu un peu plus haut que l'un des clivages qui partagent le monde musulman sunnite est le soutien ou le rejet des Frères musulmans. Erdogan, l'actuel Premier ministre turc, leur est favorable. Il pense que la Turquie peut incarner un modèle moderne de pays islamiste, où le courant islamiste est au pouvoir depuis de longues années maintenant, et il cherche donc à jouer un rôle en direction d'autres pays du monde musulman. Ainsi, la Turquie a applaudi l'arrivée du président Morsi en Egypte, élu en juin 2012, puisqu'il est frère musulman ; et il dénonce par contre le pouvoir actuel des militaires, qui l'ont renversé en juillet 2013 après, rappelons-le aussi, une impressionnante vague de manifestations contre ce régime des Frères musulmans.

La Turquie a vu d'un bon œil le soulèvement se former contre Bachar el Assad en Syrie pour une autre raison. C'est que el Assad est un alaouite et que tous les pouvoirs sont aux mains des alaouites. Les alaouites sont roche des chiïtes et ainsi de l'Iran, Iran que la Turquie sunnite regarde avec une grande méfiance. Erdogan a donc cherché à favoriser les mouvements d'opposition sunnites en Syrie, sans être trop regardant ; il leur a ouvert sa frontière avec la Syrie, leur permettant de se replier en Turquie pour échapper aux assauts d'el Assad. C'est aussi en Turquie que s'est tenu en 2011 un Conseil National Syrien, pour tenter de coordonner les actions de tous les groupes sunnites, et où les Frères musulmans étaient majoritaires.

Mais la Turquie, elle aussi, a ses calculs : ainsi, elle a cherché à utiliser un certain nombre des djihadistes venus se réfugier pour qu'ils s'en prennent ensuite aux Kurdes de Syrie. Erdogan, qui a un gros problème avec les Kurdes de Turquie, voit en effet d'un

mauvais œil que les Kurdes de Syrie aient réussi à obtenir des poches de territoire qu'ils contrôlent, à sa frontière.

Autre pays qui a soutenu l'Etat islamique, le Qatar. Le Qatar a lui aussi fait le choix de soutenir les Frères musulmans, et lui aussi a donc vécu la chute de Morsi en Egypte comme un recul et une perte importante. Le Qatar n'a pas officiellement soutenu l'Etat islamique, mais il est connu que de l'argent privé de qataris a été envoyé à cette organisation, jusqu'à il y a peu encore.

Aujourd'hui, la Turquie comme le Qatar, sous la pression américaine et occidentale et suite à leur déclaration de guerre à l'Etat islamique, se rangent tous deux dans la coalition qui mène cette guerre. Mais rien ne dit que, par ailleurs, les services secrets turcs ou l'argent du Qatar ne continuent pas d'aider en sous main l'Etat islamique. Ces pays sont coincés entre d'un côté la nécessité de rester fréquentables aux yeux des grandes puissances occidentales, qui font l'opinion internationale, et leur propre opinion populaire.

Or, il faut bien voir que l'Etat islamique n'est pas du tout vu dans ces pays comme les médias occidentaux nous le présentent en Occident. Les populations sunnites de Turquie ou du Qatar savent que les sunnites d'Irak ont été pourchassés, éliminés de toute responsabilité, brimés et réprimés d'abord par les Américains, ensuite par le régime en place lors de leur départ. Et à leurs yeux, l'Etat islamique leur a apporté une libération du joug chiite. Ils voient donc d'un très mauvais œil ces frappes occidentales contre une organisation qui leur paraît efficace, capable de sortir les sunnites d'Irak de l'état de domination où ils avaient été placés.

Et il en est de même en Arabie saoudite ou à Bahrein, pays qui opèrent officiellement avec les Américains ou avec la France dans les frappes actuelles contre l'Etat islamique. Mais l'Arabie saoudite, et avec elle le Koweït, n'a pas la même politique que le Qatar. L'Arabie saoudite, nous l'avons vu, est violemment hostile aux Frères musulmans depuis les années 1990. Elle soutient très fermement, politiquement et financièrement, l'actuel pouvoir militaire en Egypte, puisqu'il fait une chasse féroce contre les Frères musulmans.

En Syrie, le calcul de l'Arabie saoudite a été de favoriser une tentative de réunir les forces sunnites d'opposition à Bachar el Assad, puisque celui-ci réserve tous les pouvoirs aux alaouites, une minorité représentant 15% de la population du pays, tandis que les sunnites sont 75% (et il y a également 10% de chrétiens). La religion des alaouites est issue de celle des chiites. Aussi, on trouve parmi les forces armées qui défendent le régime de Bachar el Assad le Hezbollah libanais (formé par l'Iran) qui a envoyé des milices. Et sans aucun doute l'Iran, au cœur du monde chiite depuis la révolution de Khomeiny de 1979, aide-t-il largement Bachar el Assad, considérant son régime comme un allié à ne pas perdre, face au monde sunnite.

On le voit, s'entremêlent dans la région toute une série d'oppositions. Il y a donc cette vieille division chitte-sunnite, ravivée depuis l'arrivée de Khomeiny au pouvoir en Iran en 1979, et qui a pris en Irak la forme d'une guerre civile ouverte, avec déplacements de population, en vue d'une véritable séparation ethnique. Il y a une concurrence entre plusieurs pays sunnites qui prétendent incarner le chef de file du monde sunnite : l'Arabie saoudite d'un côté, le Qatar qui joue les jeunes outsiders (il protège le Hamas, sunnite, qui a tenu tête à Israël au cours de sa guerre de Gaza cet été 2014), mais aussi la Turquie. Il y a enfin une concurrence au sein même du monde islamiste, avec la coexistence d'al Qaïda et maintenant

de l'Etat islamique, ces deux organisations ayant maintenant des ramifications, des liens ou des ententes à l'échelle internationale.

Dans le camp que l'on peut appeler chiite, sous la direction donc de l'Iran, on trouve la Syrie de Bachar el Assad, (aujourd'hui amputée d'une bonne moitié de son territoire, aux mains des diverses oppositions, et d'abord de l'Etat islamique, sunnite). On a également le Hezbollah, qui est basé au Liban, où il a tenu en échec tout de même Israël dans sa guerre de l'été 2006 ; et nous l'avons vu, le Hezbollah a envoyé des milices qui jouent un rôle important contre les opposants à Bachar el Assad pour protéger son fief à l'ouest de la Syrie. Enfin, on peut compter aussi l'Irak actuel comme un proche de l'Iran, dans la mesure où, du moins jusqu'au départ récent du Premier ministre Nouri el-Maliki, l'Irak américain a pris le parti ouvert des chiites, à l'intérieur comme à l'étranger.

Depuis l'offensive de l'Etat islamique, les Etats Unis se sont – un peu - mordu les doigts d'avoir fait ce choix, et ils ont obligé Maliki à s'en aller en août 2014. Mais cela suffira-t-il pour que la caste chiite au pouvoir change vraiment d'attitude ? Sera-t-elle capable de partager son pouvoir avec les sunnites, anciens soutiens de Saddam Hussein ? Et cela suffira-t-il pour que les sunnites, dont les chefs de toutes sortes ont ouvert grand les bras à l'avancée de l'Etat islamique, changent d'attitude, aient une confiance dans le pouvoir de Bagdad, et cessent de soutenir l'Etat islamique ? Et l'Etat islamique laissera-t-il alors ces sunnites le renier ? Ne trouvera-t-il pas assez de forces et d'influences pour perpétuer par la force tout de même son régime ? Autant de questions sans réponse aujourd'hui.

D'autres questions se posent encore : l'Iran, qui soutient discrètement les Occidentaux en Irak en y envoyant des gardiens de la révolution pour protéger Bagdad de l'entrée des sunnites de l'Etat islamique, l'Iran donc est-il sur la voie de retrouver une place reconnue dans la région ? Les Kurdes, auxquels l'Occident fait jouer le rôle des soldats de première ligne, vont-ils parvenir à concrétiser leur vieux rêve de former leur Etat, un Etat promis par les grandes puissances (dont la France) en 1920 dans une promesse jamais tenue ? Et pour cela, seront-ils capables de dépasser leurs propres nationalismes, où s'opposent par exemple kurdes d'Iran et de Turquie ?

Les questions sont innombrables. Mais une chose est sûre. Depuis le 11 septembre 2001, la seule solution utilisée face au problème islamiste a été la guerre. Et les oppositions se sont partout aggravées, multipliées, creusant des fossés de sang. Les guerres d'Afghanistan et d'Irak, à elles deux, auraient coûté de l'ordre de 5000 milliards de dollars, selon un rapport rédigé par Linda Bilmes, maître de conférence en politique publique à Harvard (USA). Et derrière ce faramineux bilan financier, on a connu une quinzaine d'années d'horreurs sans nom sur le plan humain. Rien ne permet de croire que les choses iront mieux avec la guerre qui vient, à nouveau, d'être déclarée, contre l'Etat islamique.

Nous voyons, nous, les problèmes sous un angle tout à fait différent, sous celui de l'intérêt des populations, et sous celui de la nécessité de leur faire confiance, de leur donner s'il le faut les moyens de s'éduquer, d'en finir avec les soutiens aux chefs tribaux, aux dirigeants de toutes sortes qui ne vont que chercher corruption et intérêts égoïstes de privilégiés ou de nantis. De leur donner les moyens de s'armer eux-mêmes, en tant que population, puisqu'il le faut.

Le seul moyen de gagner la confiance des populations serait de leur offrir les moyens de sortir de l'avilissement moral et matériel, de les aider, de les aider sans calcul, sincèrement,

non pas en voulant chercher des futurs auxiliaires ou soutiens de telle ou telle cause ou intérêt de l'Occident, mais en voulant tout simplement que les gens puissent vivre dignement. Imaginons un instant tout ce qui aurait pu être fait auprès des populations de l'Afghanistan, par exemple, avec l'argent de la guerre. Cela, oui, aurait changé la manière de voir des populations, et au lieu de continuer à voir dans les islamistes un improbable espoir de se sortir, elles adhèreraient vraiment aux valeurs de ceux qui agiraient ainsi. Et cet espoir gagnerait par la contagion bien des pays alentour.

En France, pour ne parler que de ce pays, il existe une foule d'écoles militaires, dont plusieurs sont éminentes, où l'on réfléchit à toutes les manières de faire la guerre, de la préparer, de la mener. Mais il n'y a aucune école où l'on travaille à la manière dont on pourrait gagner réellement, profondément, la confiance d'une population que l'on voudrait aider, aucun endroit sans calcul où l'on réfléchit sérieusement aux manières de faire pour apporter une aide réelle et sincère.

L'Occident se comporte en égoïste, calculant chaque frappe pour qu'elle permette certes de prétendre punir ceux qui se comportent en barbares, mais en même temps pour prendre date pour une future reconquête des puits de pétrole. Et c'est cela que voient les populations sur place : ils voient que la démocratie occidentale sait s'acoquiner avec les petits puissants locaux, ils voient que sa technologie, ses armes ultra modernes, sa puissance, son argent, ne servent qu'à faire la guerre, encore et toujours, ne leur apporte rien.

Notre espoir est qu'en Occident, les voix s'élèvent contre cette politique qui mène à une impasse, ou pire à des affrontements de plus en plus violents opposant nos deux mondes, celui des pays riches et bien armés, à celui des nations pauvres et soumises économiquement, quand ce n'est pas aussi politiquement.

Notre espoir est qu'en même temps, dans ces pays soumis, se forme aussi une nouvelle perspective. Et qu'au-delà des combats menés avec la religion au bout du fusil, naisse ou renaissse l'idée d'un combat contre les puissants parce qu'ils sont puissants et égoïstes. L'idée peut naître et se répandre que les populations, qu'elles soient chiites, alaouites, sunnites, chrétiennes, etc., ont un sort commun : partout, elles subissent parce qu'on décide pour elle de ce qu'elles doivent subir, ne pouvant que se sauver pour éviter les bombes, vivant dans le désespoir, au gré des calculs et des ententes changeantes des dirigeants, de ceux de leur pays ou de ceux qui prétendent les remplacer. Que Dieu, s'il existe, ne les a pas aidés. Partout, ce sont des puissants qui s'en sortent.

Notre espoir, enfin, est qu'un lien se fasse, d'un bout du monde riche aux divers bouts des mondes dominés, entre ceux qui auront ces perspectives, par delà la frontière la moins visible mais la plus efficace de notre planète, celle qui sépare les riches et les puissants de ceux qu'ils gouvernent.

septembre 2014